

Service du soutien au réseau
Sous-direction de la communication, programmation et veille économique
Bureau de la veille économique et des prix

Évolution des dépenses et des prix d'alimentation dans la consommation des ménages en France et en Europe depuis 1959

Auteurs : Hugo HANNE¹, Nicolas ROUX²

L'alimentation, qui demeure une fonction vitale pour l'être humain, est l'un des premiers postes de dépense des ménages français. Liée au pouvoir d'achat des ménages et à leurs choix de consommation, la question des prix alimentaires constitue une préoccupation majeure des consommateurs.

Cette étude vise dans ces conditions à donner une photographie économique de la consommation de produits alimentaires par les ménages en France dans la période contemporaine (1959 à 2010), en la reliant à l'évolution du PIB, du revenu disponible brut et des prix. L'étude comprend également un focus et une analyse sur les évolutions de la consommation et des prix à la consommation de trois grandes familles de produits alimentaires en France : les pains et céréales, les produits laitiers (lait, fromages, œufs) et les légumes sur une période récente plus courte (1991 à 2011 ou 2010 suivant les données disponibles). Enfin l'étude se conclut sur une comparaison, sur la période 1995-2010, entre grands pays européens en matière de consommation alimentaire et de prix à la consommation des produits alimentaires, en permettant notamment de classer les pays comparés dans différentes catégories.

1. L'évolution de la consommation de produits alimentaires par les ménages en France

1.1. Les dépenses d'alimentation ont augmenté moins vite que les dépenses totales de consommation

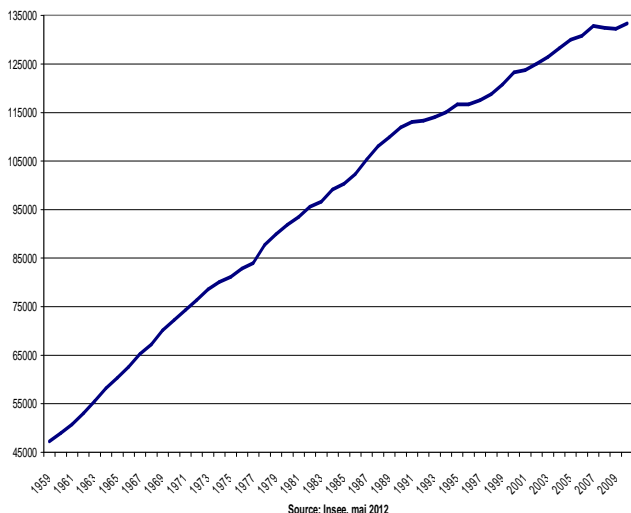
En niveau, les dépenses globales d'alimentation des ménages français (produits alimentaires et boissons non alcoolisées) n'ont pas cessé d'augmenter, passant de 47,2 milliards d'euros en 1959 à 133,4 milliards d'euros en 2010 (en prix constants), soit une

¹ Chef du bureau de la veille économique et des prix, hugo.hanne@dgccrf.finances.gouv.fr

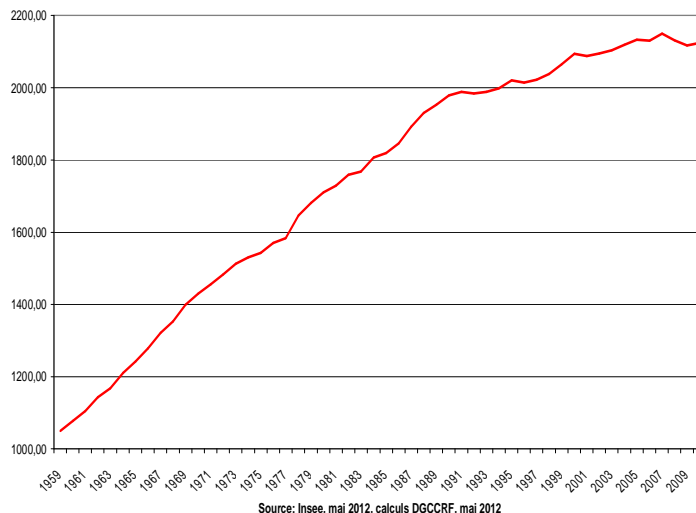
² Chargé d'études au bureau de la veille économique et des prix, nicolas.roux@dgccrf.finances.gouv.fr

augmentation de 182,2%, équivalent environ à 2,06% par an. Dans le même temps, la population française en métropole est passée de 45 millions d'habitants en 1959 à 62,8 millions d'habitants en 2010 (résultat provisoire à fin 2011), en hausse de 39,5% (soit 0,66% par an). Dès lors, rapportée au nombre d'habitants, la consommation des produits alimentaires n'a augmenté que de 102,3%, soit environ 1,40% par an.

Dépenses d'alimentation, 1959-2010, en millions d'euros de 2005 (prix chaînés année de base)

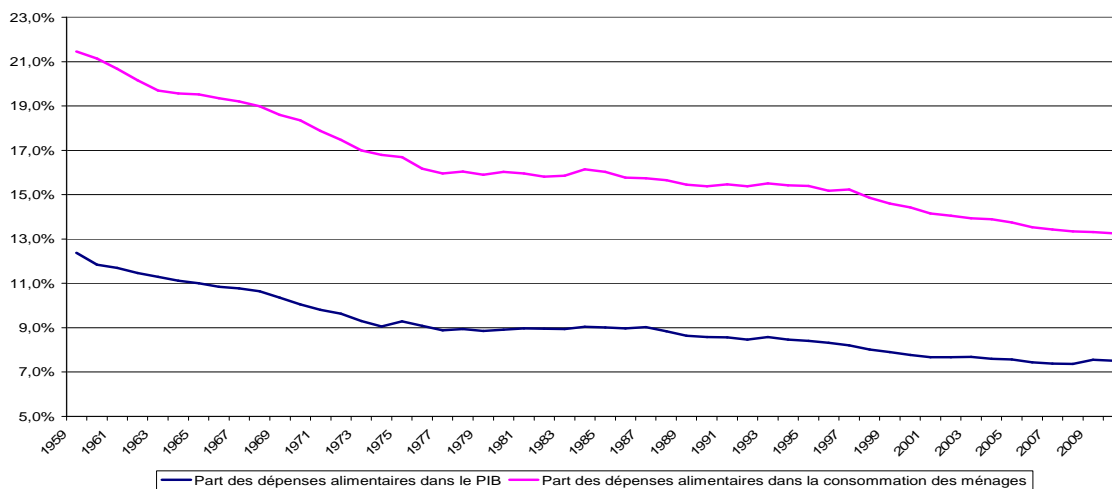


Dépenses d'alimentation des ménages (en euros constants de 2005) rapportées à la population métropolitaine, 1959-2010



Sur la période 1959-2010, la part des dépenses d'alimentation (produits alimentaires et boissons non alcoolisées) dans la consommation des ménages a diminué, passant de 21,5% à 13,4%. En outre, rapportées au PIB qui a crû sur l'ensemble de la période, les dépenses de consommation ont décliné sur la période, passant de 12,4% du PIB en 1959 à 7,5% en 2010. Ainsi, avec l'accroissement du PIB par habitant (et du revenu disponible brut par habitant, par conséquent)³, d'autres postes de consommation se sont substitués à l'alimentation.

Evolution des dépenses alimentaires rapportées au PIB et à la consommation des ménages, 1959-2010



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

³ D'après les données de l'Insee, le PIB par habitant a augmenté de 233,45% entre 1959 et 2010, soit 2,41% par an.

On retrouve ici la loi d'Engel (cf. encadré) : d'un point de vue macroéconomique, la diminution de la part de l'alimentation dans la consommation est le reflet de la hausse du niveau de vie des ménages⁴.

Loi d'Engel :

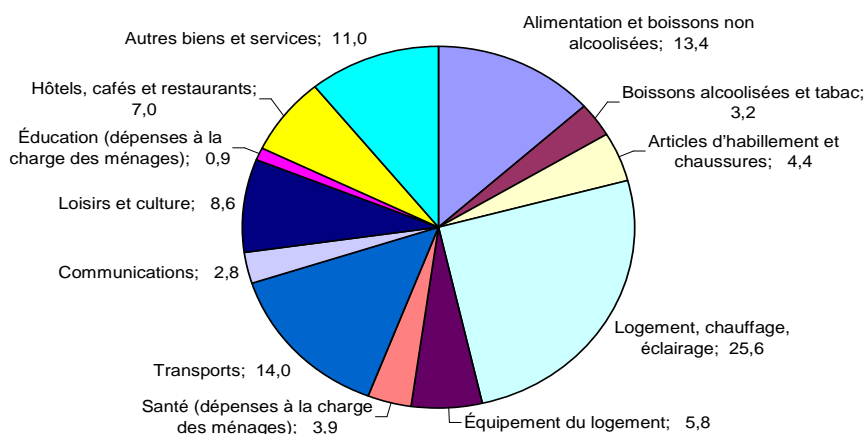
« Plus un individu, une famille, un peuple sont pauvres, plus grand est le pourcentage de leurs revenus qu'ils doivent consacrer à leur entretien physique dont la nourriture représente la part la plus importante ».

Ernst Engel (1821-1896), économiste et statisticien allemand, créa l'office saxon de statistiques en 1850 et devint par la suite directeur de l'office statistique de Prusse. Il énonça sa célèbre loi dans une étude sur le budget des familles du royaume de Saxe (Conditions de la production et de la consommation en Saxe, 1857). Ses travaux furent développés et critiqués au XX^{ème} siècle, notamment par le sociologue français Maurice Halbwachs.

Sur la période 1995-2010, la tendance observée est également à la baisse. La part des dépenses d'alimentation (boissons non alcoolisées comprises) dans la consommation totale des ménages a ainsi diminué, passant de 14,7% en 1995 à 13,4% en 2010.

En 2010, le poste « alimentation » demeure toutefois le troisième poste de consommation des ménages, dans la classification de l'Insee, après le poste « logement, chauffage, éclairage » (25,6%) et le poste « transports » (14%).

Part des dépenses d'alimentation dans la consommation des ménages, en 2010, en %



Alimentation et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées et tabac	Articles d'habillement et chaussures
Logement, chauffage, éclairage	Équipement du logement	Santé (dépenses à la charge des ménages)
Transports	Communications	Loisirs et culture
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	Hôtels, cafés et restaurants	Autres biens et services

Source : Insee, base de données, mai 2012

⁴ Cf. « La consommation des ménages depuis cinquante ans », Cinquante ans de consommation en France – édition 2009, Insee Références, 2009.

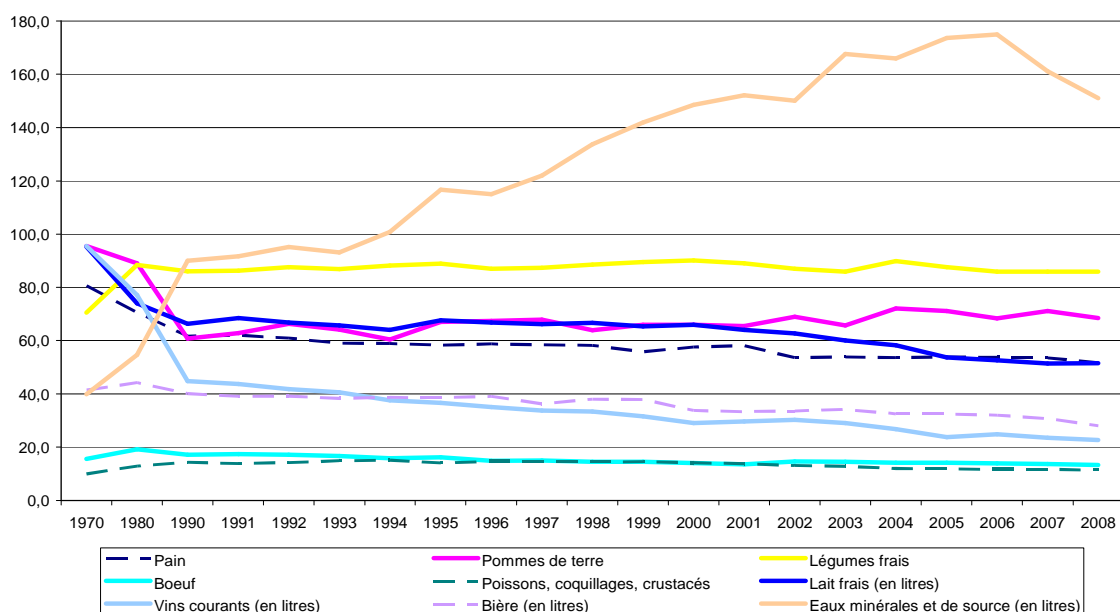
1.2. Les comportements de consommation alimentaire semblent avoir évolué

Sur le long terme (entre 1959 et 2008), la consommation alimentaire des Français (en kilogrammes et en litres par personne) a connu de nombreuses modifications, liées en partie à l'évolution des comportements alimentaires (consommation de produits de meilleure qualité ou plus élaborés), à l'attention croissante accordée aux questions de santé et aux contraintes de la vie moderne (préférence pour les produits préparés)⁵.

La consommation de certains produits a fortement chuté entre 1970 et 2008. En particulier, la consommation de vins courants est passée de 95,6 litres en 1970 à 22,7 litres en 2008 (-76,3%), la consommation de pain de 80,6 kg à 51,7 kg (-35,8%), la consommation de pommes de terre de 95,6 kg à 68,5 kg (-28,3%).

A l'inverse, d'autres produits ont connu une croissance forte, portée par le désintérêt des consommateurs pour les produits à forte valeur nutritive, notamment, +22,0% pour les légumes frais, +15,1% pour les poissons, coquillages et crustacés. Entre 1970 et 2008, la consommation d'eaux minérales et de source a fortement augmenté (+278,8%), avec une hausse notable entre 1970 et 1990 (+125,6%). Cependant, entre 2006 et 2008, cette consommation a diminué (-13,6%).

Evolution de la consommation moyenne, en kg par personne, 1970-2008



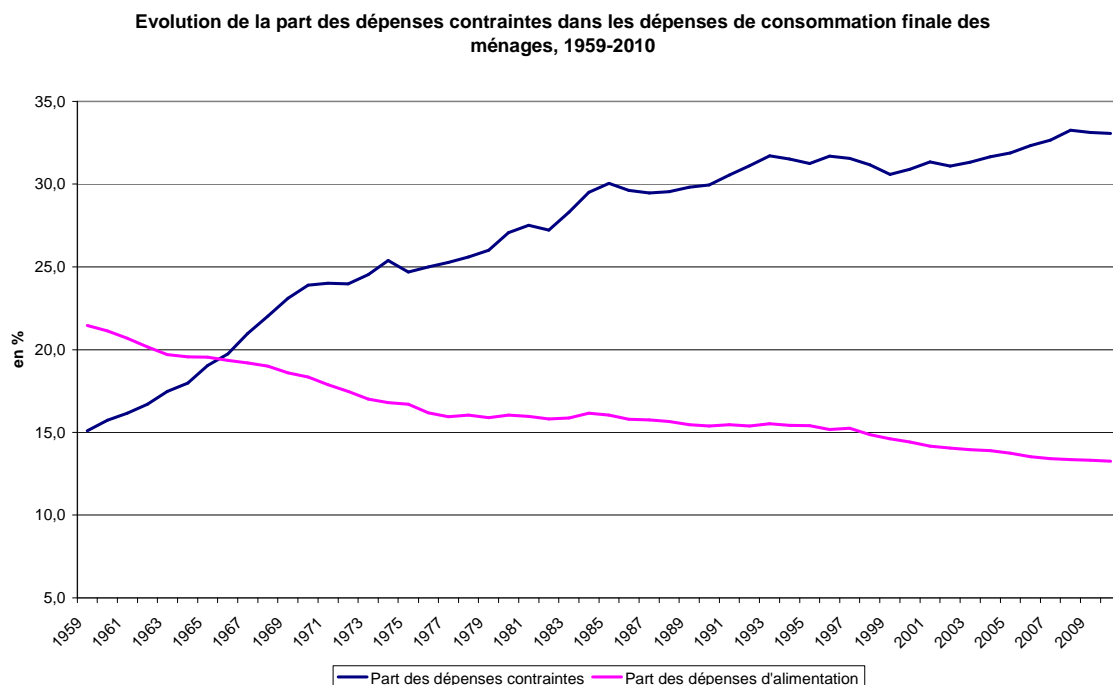
Source : Insee, base de données, mai 2012

1.3. Les dépenses contraintes deviennent de plus en plus prégnantes dans les dépenses totales de consommation, au détriment des dépenses de consommation alimentaire

Au contraire de la part des dépenses d'alimentation dans la consommation des ménages, la part des dépenses contraintes (logement, eau, gaz, électricité, télécommunications, frais de cantine, services de télévision, assurances et services financiers) est en augmentation

⁵ Cf. « La consommation alimentaire depuis quarante ans, de plus en plus de produits élaborés », Insee Première, n° 846, mai 2002.

depuis 1959. Sur le graphique ci-dessous, les courbes se croisent en 1966. En 2010, les dépenses contraintes représentaient 33,1% du total des dépenses de consommation des ménages, contre 13,4% seulement pour les dépenses alimentaires, contre 15,1% et 21,5% en 1959.



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

2. Focus sur trois familles de produits alimentaires : pains et céréales, lait, fromages et œufs, et légumes

2.1. L'évolution de la consommation de trois familles importantes de produits alimentaires (pains et céréales, lait, fromages et œufs, légumes) depuis 50 ans est contrastée : beaucoup moins de pains et céréales, un peu moins de légumes, un peu plus de produits laitiers

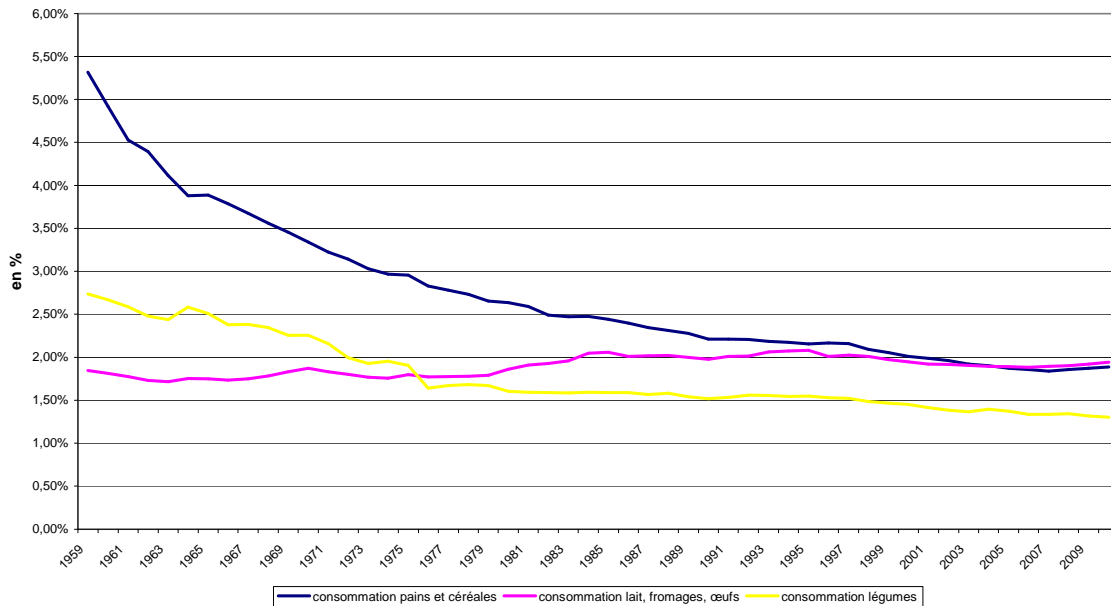
En considérant un panier de produits alimentaires composé de pains et céréales, de produits laitiers (lait, fromages, œufs) et de légumes (tels que définis par l'Insee, base de données statistiques, mai 2012), on observe sur la période 1959-2010 des évolutions de consommation de ces différents produits très contrastées.

Rapportée à la consommation totale des ménages, la consommation de pains et céréales par les ménages français est en déclin très rapide depuis 1959 de plus de 5% (5,32%) des dépenses de consommation des ménages (en volume) à moins de 2% (1,89%) en 2010, soit un écart de près de 3,40 points.

Si la consommation de légumes est également en baisse sur la période, l'écart entre 1959 et 2010 est de moins de 2 points, de 2,74% à 1,30%.

A l'inverse, la consommation de produits laitiers connaît une certaine stabilité voire une croissance sur la période : de 1,84% de la consommation totale des ménages en 1959 à 1,94% de la consommation totale des ménages en 2010, avec un pic à 2,08% en 1995.

Evolution de la consommation des pains et céréales, lait, fromages et oeufs, et légumes sur la période 1959-2010 (part de la consommation totale des ménages)



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

A partir de 1977, la part de la consommation des produits laitiers dans la consommation des ménages français est supérieure à celle de la consommation des légumes, et depuis 2005, elle a dépassé celle de la consommation des pains et céréales, ce qui constitue une « petite révolution » dans les comportements alimentaires des ménages français, pour qui « le pain » constitue traditionnellement une denrée de base et culturellement indispensable au « bon repas ».

En moyenne, la consommation des ménages a augmenté en prix constant de 1,64% par an, selon les données de l'Insee, sur la période 1959-2010 : la consommation des produits laitiers a augmenté en moyenne de 1,54% par an sur cette période, tandis que celle des légumes n'a cru que de 0,88% par an et celle des pains et céréales de 0,83% par an.

2.2. l'évolution des prix des trois familles de produits alimentaires sur les dix dernières années (1991-2011) est plus volatile et prononcée que celle des prix de l'ensemble des biens et services, toutefois si les prix des produits laitiers et du pain et des céréales évoluent de la même façon que l'IPC, ce n'est pas le cas des prix des légumes

Si l'on compare, sur la période 1991-2011, l'évolution des variations annuelles des indices de prix à la consommation de l'Insee des trois familles de produits alimentaires pains et céréales, produits laitiers et légumes à celles de l'IPC, on observe que la courbe des variations annuelles inflation globale demeure dans une bande comprise entre 0% et 3% environ, ce qui n'est pas le cas des trois courbes des familles de produits alimentaires.

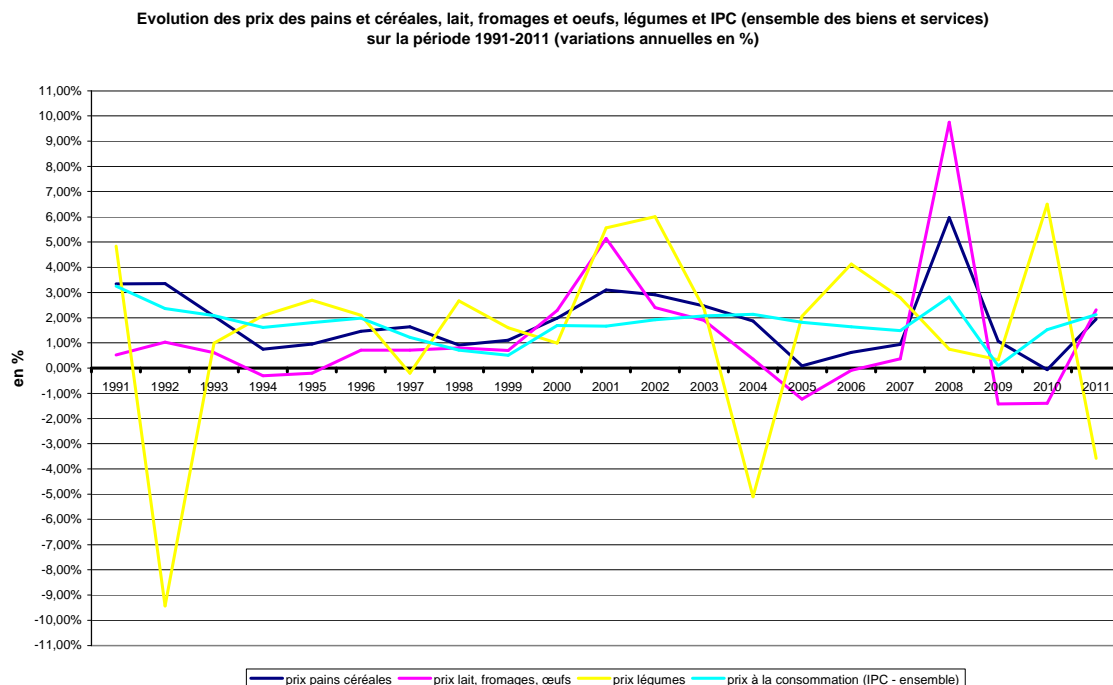
Les variations des prix des pains et céréales assez mesurées et proches de celles de l'IPC entre 1991 et 2007 s'en écartent violemment en 2008, atteignant près de 6%.

Celles des prix des produits laitiers sont plus volatiles avec plusieurs pics : en 2001 (environ +5%), en 2005 (environ -1%), en 2008 (presque +10%) et en 2009-2010 (plus de -1%).

En ce qui concerne ces deux familles de produits alimentaires, on constate une corrélation significative entre les variations de leurs prix à la consommation et celles de l'inflation globale. Ainsi à une période fortement inflationniste correspondent des pics de hausses de prix et à une période désinflationniste correspondent des pics de baisses des hausses de prix (désinflation) voire même des pics de baisses des prix (déflation). Par exemple en 2008, lors de la flambée des cours du pétrole et des matières premières agricoles, période de forte inflation, les prix des pains et céréales (corrélation de 0,61 avec l'IPC) et des produits laitiers (corrélation de 0,41 avec l'IPC) ont très fortement augmenté (+6% et +10% environ).

De manière générale, les mouvements de ces trois courbes sont quasi-identiques mais les variations des prix des produits alimentaires sont plus volatiles et de plus grande amplitude.

Les variations des prix des légumes sont également très volatiles et de très grande amplitude car elles varient entre +7% et -10% sur la période avec des pics très prononcés en 1992, en 2002, en 2004, en 2006, en 2009, en 2010 et en 2011, passant d'une très forte inflation à une très forte déflation, qui sont cependant pratiquement toujours non corrélées avec les variations de l'IPC (corrélation faible, égale à -0,12) et des autres prix alimentaires (corrélation faible, égale à -0,21 par exemple avec les prix des pains et céréales).



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

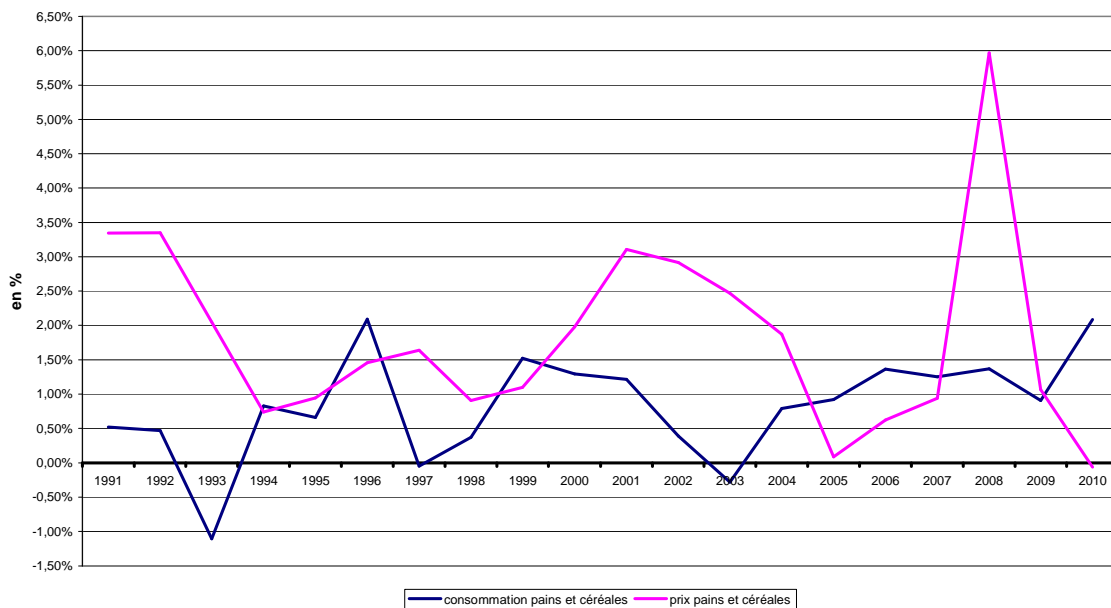
En moyenne sur la période 1991-2011, les prix de l'ensemble des biens et services ont augmenté de 1,74% par an, ceux des pains et céréales de 1,83% par an, soit environ 20 points de base plus vite chaque année que l'IPC, ceux des produits laitiers de 1,19% par

an, donc bien moins vite que l'IPC, avec une hausse de 55 points de base en moins que l'IPC chaque année, et ceux des légumes de 1,43% (1,75% pour les légumes frais).

2.3. la consommation des trois familles de produits alimentaires (pains et céréales, produits laitiers et légumes) évolue généralement de manière inverse aux variations de leurs prix, ce qui démontre que l'élasticité de la demande aux prix de ces produits est significative

Lorsque l'on compare l'évolution de la variation annuelle de la consommation de pains et céréales par les ménages français avec la variation annuelle des prix à la consommation des pains et céréales, sur la période 1991-2010, on constate qu'en général, avec un léger décalage temporel ou immédiatement (i.e. la même année), une hausse des prix des pains et céréales coïncide avec une baisse de la consommation de ces produits alimentaires. L'exemple de la hausse des prix très élevée en 2008 et de la baisse de la consommation importante en 2009, comme celui de la baisse des prix en 2009 suivie d'une reprise de la consommation en 2010, valide cette observation.

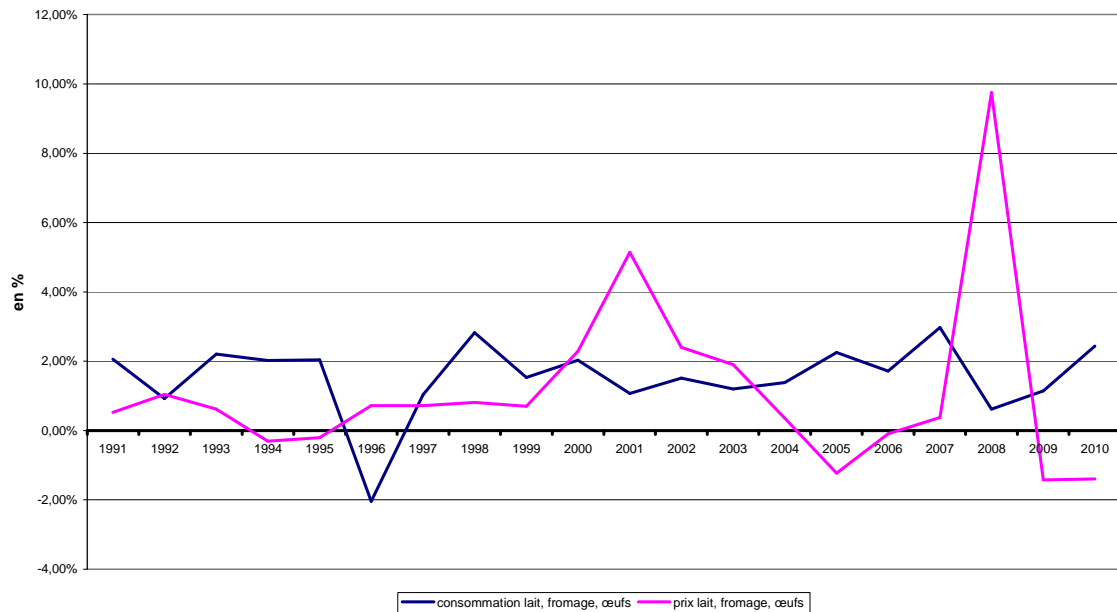
Evolution comparée des variations de la consommation et des prix à la consommation des pains et céréales (1991-2010)



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

En ce qui concerne, la consommation et les prix à la consommation des produits laitiers, les évolutions opposées de leurs variations semblent immédiates et sans décalage temporel d'un an : par exemple, on peut voir sur le graphique ci-dessous qu'une hausse des prix en 2008 coïncide avec une chute de la consommation en 2008 et une baisse des prix en 2009 avec une remontée de la consommation de ces produits la même année.

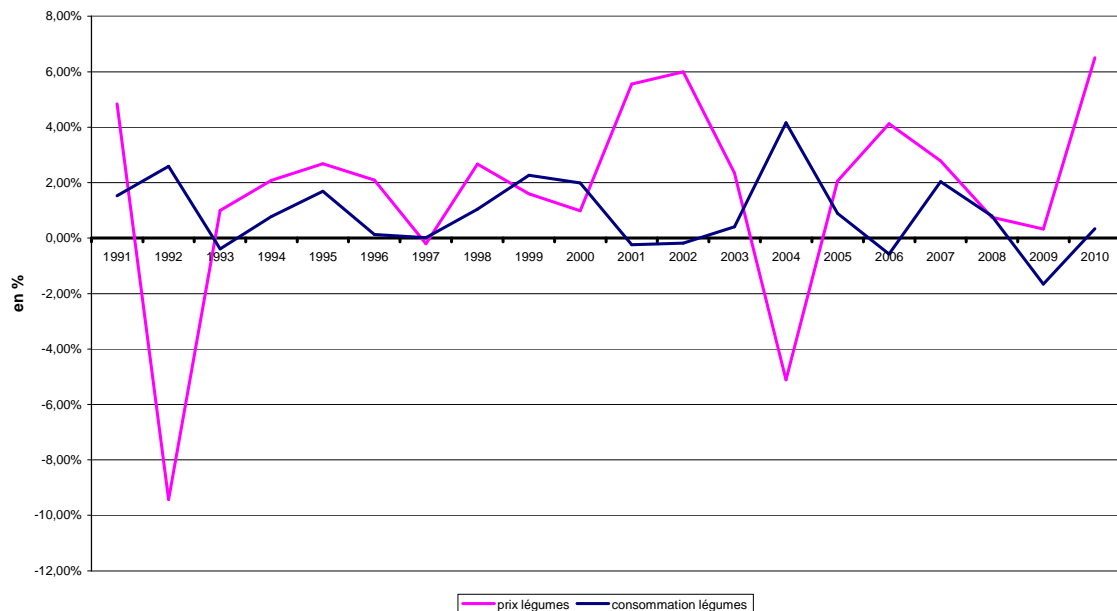
Evolution comparée des variations de la consommation
et des prix de lait, fromages, oeufs sur la période 1991-2010



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

Concernant la consommation et les prix à la consommation des légumes, le même constat peut être fait : il n’y a pas de décalage temporel entre une hausse des prix et une baisse de la consommation des légumes.

Evolution comparée des variations de la consommation
et des prix des légumes sur la période 1991-2010



Source : Insee, base de données, mai 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

En conclusion de cette partie consacrée aux évolutions comparées de la consommation et des prix de trois familles de produits alimentaires, on peut rapprocher les évolutions macroéconomiques de la consommation de ces produits alimentaires (part dans les dépenses de consommation totales des ménages) et des prix de ces produits alimentaires (évolution des prix à la consommation par an) :

- la part de la consommation des pains et céréales a fortement chuté depuis 1959, les prix des pains et céréales augmentent bien plus vite que l'inflation générale depuis 1991
- la part de la consommation des légumes a chuté depuis 1959, les prix des légumes augmentent à un rythme proche de celui de l'IPC depuis 1991
- la part de la consommation des produits laitiers a augmenté depuis 1959, les prix des produits laitiers augmentent bien moins vite que l'inflation générale depuis 1991

Ainsi plus que par des facteurs culturels ou diététiques, l'évolution des comportements alimentaires des ménages français est peut-être aussi déterminée par l'évolution des prix et donc par le pouvoir d'achat des ménages.

Une autre explication inverse pourrait être que les consommateurs français consommant plus de produits laitiers, la grande distribution et les fabricants de produits laitiers font des efforts de productivité et de marges sur ces produits, dans un environnement relativement concurrentiel, pour attirer les consommateurs vers leurs produits.

Par ailleurs, un raisonnement fondé seulement sur l'offre et la demande pourrait aussi expliquer que ces produits étant davantage demandés, l'offre, si elle est non contrainte, croît plus que pour les autres produits alimentaires considérés, ce qui fait baisser les prix ou modère leur hausse.

Dans ces cas-là, ce seraient bien les évolutions des comportements qui expliqueraient in fine l'évolution des prix.

3. Comparaison des dépenses d'alimentation dans les grands pays de l'Union européenne

3.1. Les dépenses d'alimentation par habitant des ménages des grands pays de l'Union européenne évoluent à la hausse sur la période 1995-2010

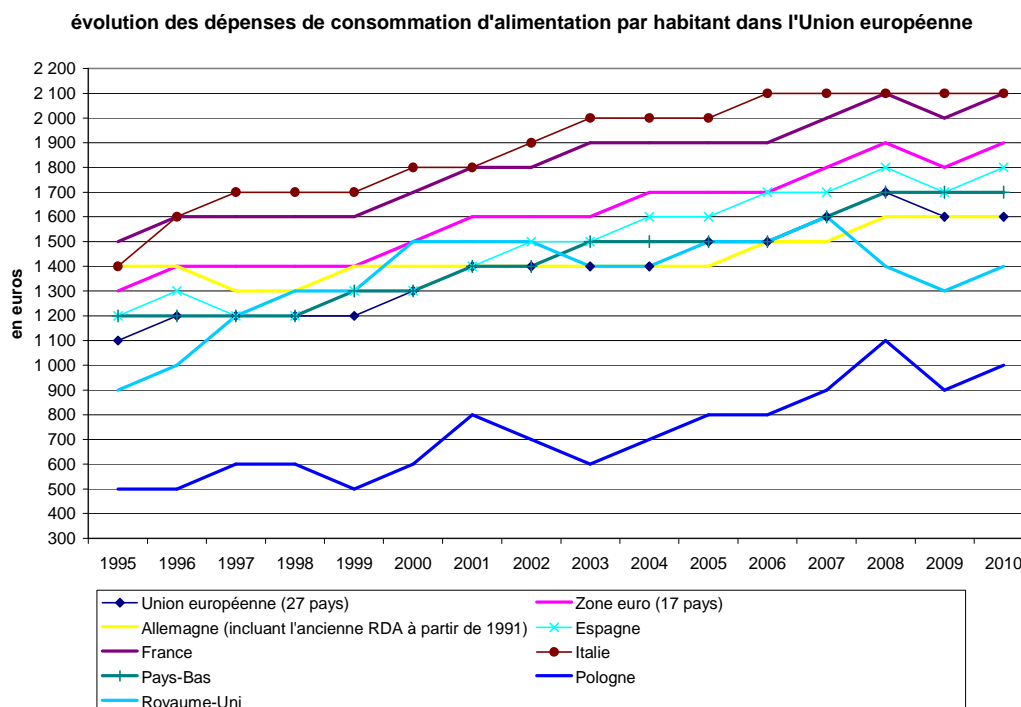
Les dépenses de consommation par habitant des ménages en matière d'alimentation dans les principaux pays de l'Union européenne (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas et Pologne) ont évolué en tendance à la hausse depuis 1995.

En niveau, les dépenses d'alimentation par habitant des ménages varient en 2010 de 1000 euros par habitant pour les ménages résidant en Pologne à 2100 euros par habitant pour les ménages résidant en France et en Italie (soit un peu plus du simple au double).

La moyenne des dépenses d'alimentation par habitant des ménages dans l'Union européenne à 27 est de 1600 euros par habitant en 2010, celle de la zone euro à 16 est de 1900 euros par habitant. La croissance de ces dépenses a été proche de 3% par an pour l'UE à 27 (de 1100 euros à 1600 euros par habitant) et pour la zone euro à 17 (de 1300 euros à 1900 euros par habitant), soit respectivement de 2,84% et 2,88% par an.

Sur la période 1995-2010, on a observé une croissance des dépenses d'alimentation par habitant de 0,89% par an pour les dépenses des ménages allemands, de 3,13% par an pour les ménages espagnols, de 2,50% pour les ménages français, de 3,13% par an pour les

ménages italiens, de 2,60% par an pour les ménages néerlandais, de 6,25% par an pour les ménages polonais et de 3,47% par an pour les ménages britanniques.



Source : Eurostat, base de données, avril 2012

En 2010, les dépenses d'alimentation par habitant des ménages français et italiens sont supérieures de 31,25% à la moyenne des dépenses d'alimentation par habitant des ménages de l'UE à 27. Les dépenses d'alimentation par habitant des ménages polonais sont inférieures de 37,5% à la moyenne de l'UE à 27.

On note qu'en 2010, comme sur l'ensemble de la période, les dépenses d'alimentation par habitant des ménages au Royaume-Uni sont particulièrement basses (1400 euros en 2010) en dessous de la moyenne de l'UE à 27. Elles ont connu une forte diminution en 2008 et 2009 (1400 euros puis 1300 euros) dans le contexte de la crise économique mondiale due aux subprimes.

Sur la période 1995-2010, par habitant, les ménages italiens sont quasi constamment les plus dépensiers en matière alimentaire, suivis ou imités selon les années par les ménages français. Les ménages allemands, espagnols, néerlandais et britanniques ont des niveaux de dépenses d'alimentation proches mais inférieurs à la moyenne de la zone euro à 17. Les ménages polonais ont des dépenses d'alimentation par habitant largement inférieures aux moyennes de l'UE à 27 et de la zone euro à 17.

3.2. La part des dépenses d'alimentation dans les dépenses de consommation des ménages, en léger déclin entre 1995 et 2010, tend à se stabiliser dans les grands pays de l'Union européenne sur la période récente

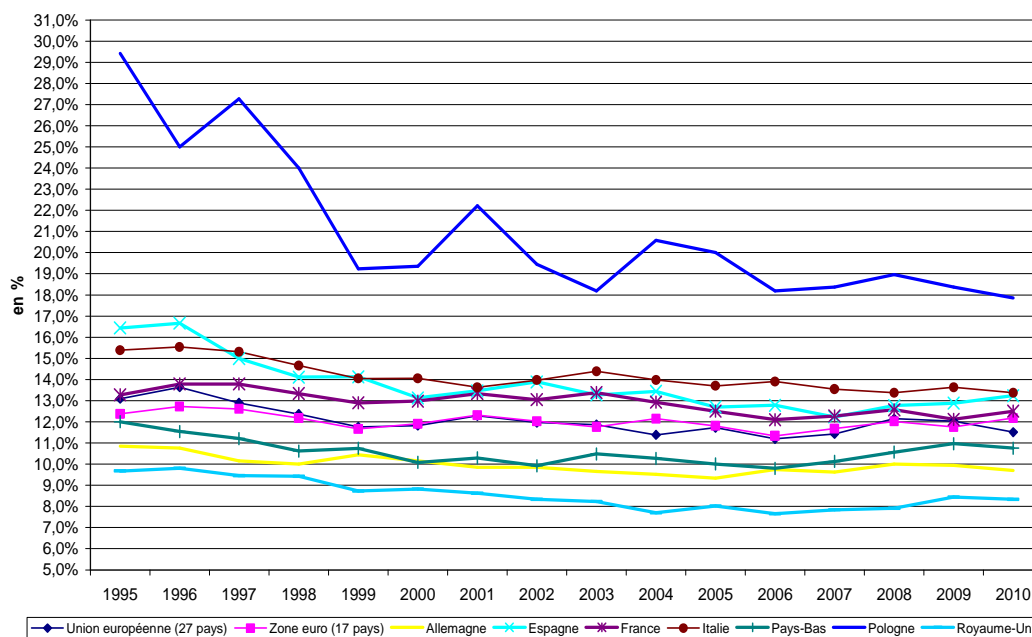
Le taux de dépenses d'alimentation dans les dépenses de consommation des ménages dans l'UE à 27, calculé à partir du rapport des dépenses par habitant, est passé de 13,10% en 1995 à 11,51% en 2010, mais était en moyenne de 12,07% sur la période 1995-2010. Le taux identique dans la zone euro à 17 a varié de 12,38% en 1995 à 12,18% en 2010, sa moyenne s'établissant à 12,03% sur la période.

La moyenne du même taux pour l'Allemagne était de 9,97%, pour l'Espagne de 13,76%, pour la France de 12,93%, pour l'Italie de 14,16%, pour les Pays-Bas de 10,59%, pour la Pologne de 21,03%, pour le Royaume-Uni de 8,56%.

Il se dégage de cette comparaison que l'on peut identifier trois catégories de pays : les pays germaniques et anglo-saxons (Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni) où les dépenses d'alimentation sont relativement plus faibles dans l'ensemble des dépenses de consommation des ménages (entre 8,56% et 10,59%), les pays du sud de l'Europe ou méditerranéen (France, Espagne, Italie), où l'alimentation demeure une part importante des dépenses de consommation des ménages (entre 12,93% et 14,16%), et des pays en rattrapage économique comme la Pologne, où la part de l'alimentation est proche du quart des dépenses de consommation des ménages (21,03%).

Concernant la Pologne, on peut noter que sur la période 1995-2010, le rattrapage est en cours et est très rapide, puisque le taux considéré était de près de 30% en début de période et est tombé à moins de 18% en 2010.

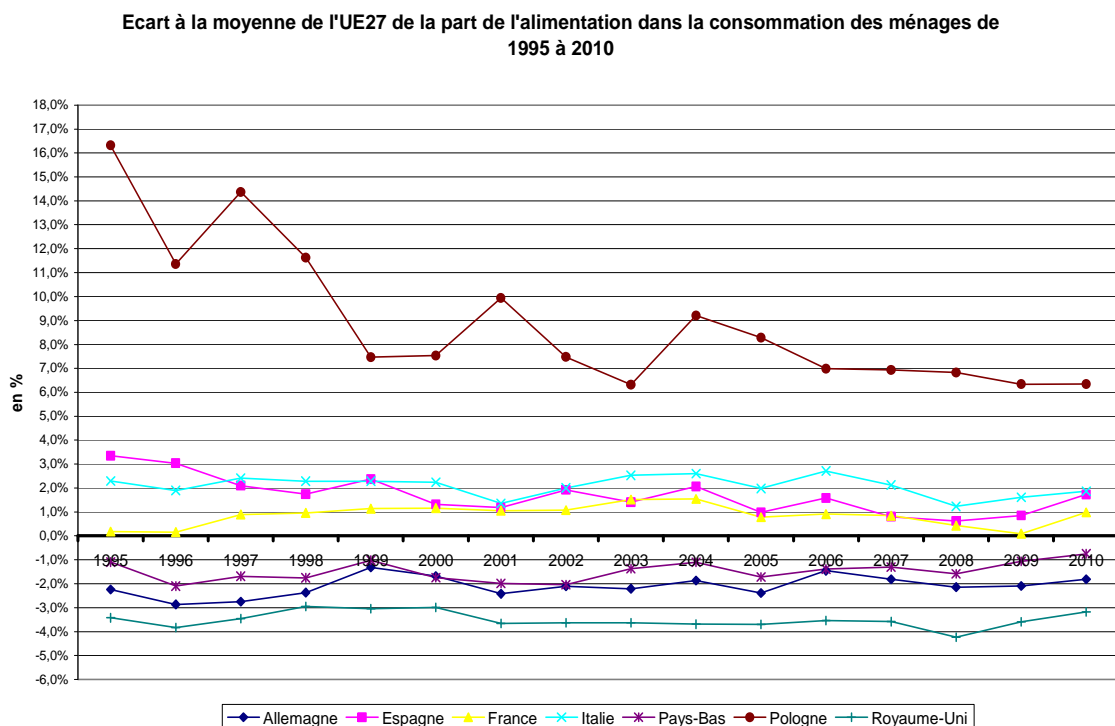
évolution de la part de l'alimentation
dans les dépenses de consommation des ménages de 1995 à 2010



Source : Eurostat, base de données, avril 2012

L'écart à la moyenne de l'UE à 27 est ainsi très élevé pour la Pologne en ce qui concerne le taux des dépenses d'alimentation dans les dépenses de consommation totales des ménages, faible mais positif pour l'Italie, l'Espagne et la France, et négatif mais faible pour les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Il tend à se résorber en ce qui concerne la Pologne.

Il est visible sur le graphique ci-dessous qui mesure l'écart du taux de chaque pays au taux de l'UE à 27, que la période de crise économique (2008-2009) a entraîné un resserrement des courbes et une convergence vers le taux de l'UE à 27 et de la zone euro, l'alimentation étant un besoin relativement incompressible dans la consommation des ménages et retrouvant ainsi un niveau d'équilibre lorsque le revenu des ménages tend à se dégrader, d'autres postes de consommation (de produits et services moins vitaux) étant alors délaissés à son profit.



Source : Eurostat, base de données, avril 2012, calculs DGCCRF, mai 2012

On observe par ailleurs que le taux de dépenses d'alimentation des ménages français est celui qui est le plus proche du taux de l'UE à 27 et que le taux des ménages espagnols tend à se rapprocher du taux des ménages français et du taux de l'UE à 27.

Signe du rattrapage rapide de la Pologne, en termes de structure de la consommation des ménages, l'écart entre le taux des ménages polonais et le taux de l'UE à 27 est passé de plus de 16 points à moins de 7 points, niveau dont il est proche depuis 2006 et qu'il avait brièvement approché en 1999, 2000, 2002 et 2003, avant de le redépasser largement.

3.3. Les dépenses contraintes représentent environ le double des dépenses d'alimentation des ménages européens et le taux des dépenses contraintes tend à augmenter dans les pays de l'Union européenne considérés sur la période 1995-2010 contrairement au taux des dépenses d'alimentation

Les dépenses contraintes (logement, eau, électricité, gaz et communications) représentent dans l'Union européenne à vingt-sept 23,91% des dépenses de consommation des ménages en moyenne sur la période 1995-2010, alors que les dépenses d'alimentation en représentent seulement 12,03%. Dans la zone euro à dix-sept, les dépenses contraintes constituent 24,06% des dépenses de consommation des ménages contre 12,24% pour les dépenses d'alimentation.

Le rapport entre les dépenses contraintes et les dépenses d'alimentation est largement inférieur à 2 pour les pays suivants : Pologne (1,18), Espagne (1,35) et Italie (1,55). Cela concerne les pays de l'Europe centrale et orientale et les pays de l'Europe méditerranéenne et signale à la fois le rattrapage économique en cours et des comportements des consommateurs propres à la culture de ces pays.

La France se classe avec un rapport de 2,05 entre les dépenses contraintes et les dépenses d'alimentation dans la moyenne de l'UE à 27 et la zone euro à 17.

A l'inverse, les pays germaniques et anglo-saxons se caractérisent par un rapport entre les dépenses contraintes et les dépenses d'alimentation bien supérieur à 2 : Allemagne (2,61), Royaume-Uni (2,53) et Pays-Bas (2,43). La place de l'alimentation y est moins importante que celle des dépenses de logement et en particulier de communications (place des NTIC dans la culture et les comportements des consommateurs) : la part des dépenses de communications est en effet de 3,91% aux Pays-Bas et 2,58% en Allemagne, supérieure à la moyenne de l'UE à 27 (2,52). Toutefois ce n'est pas vrai pour le Royaume-Uni (2,06%) dans ce groupe.

La Pologne se distingue de son groupe par la part assez importante des dépenses de communications (2,79%) bien supérieure à la moyenne de l'UE à 27, tandis que la part des dépenses de communications demeure bien en deçà de celle de l'UE à 27 pour l'Italie, l'Espagne et la France.

Zone/pays considéré(e)	dépenses d'alimentation	dépenses de logement, eau, électricité et gaz (1)	dépenses de communications (2)	dépenses contraintes (1+2)	rapport entre dépenses contraintes et dépenses d'alimentation
UE (27 pays)	12,03	21,39	2,52	23,91	1,99
Zone euro (17)	12,24	21,48	2,58	24,06	1,96
Allemagne	10,03	23,66	2,58	26,23	2,61
Espagne	13,81	16,28	2,43	18,71	1,35
France	12,84	23,90	2,48	26,38	2,05
Italie	14,19	19,51	2,42	21,93	1,55
Pays-Bas	10,55	21,72	3,91	25,63	2,43
Pologne	21,04	22,13	2,79	24,91	1,18
Royaume-Uni	8,56	19,63	2,06	21,69	2,53

Source : Eurostat, base de données, avril 2012 et DGCCRF, mai 2012

On observe en comparant les taux de dépenses des différents postes de consommation des ménages (alimentation, logement-eau-électricité-gaz, communications) que pour l'ensemble des pays comparés, les taux des dépenses contraintes (logement-eau-électricité-gaz et communications) sont relativement proches entre eux et des moyennes de l'UE à 27 et de la zone euro à 17 (à l'exception de l'Espagne pour lequel le taux de dépenses du poste logement est bien inférieur à ces moyennes dans le début de période).

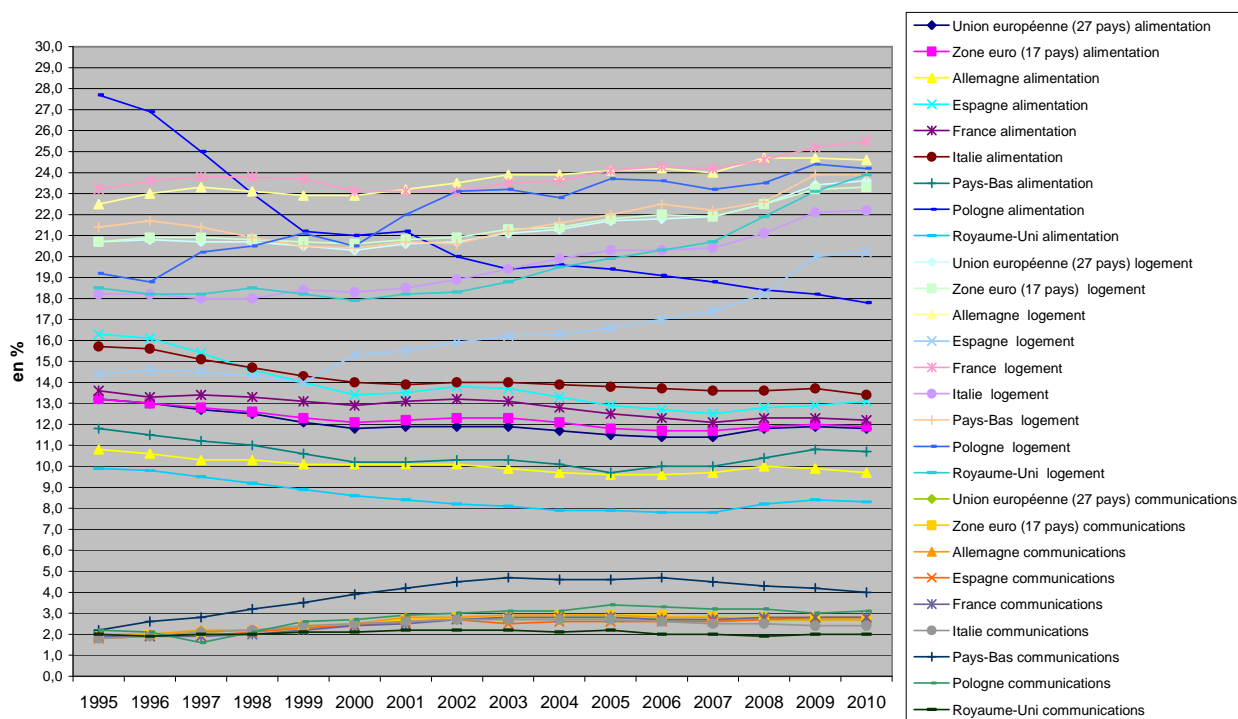
Par contre en ce qui concerne le taux de dépenses d'alimentation, deux pays se distinguent nettement : la Pologne avec une courbe initialement très haute et qui rattrape rapidement la moyenne tout en conservant un fort écart positif, le Royaume-Uni avec une courbe bien en dessous de la moyenne.

En ce qui concerne les évolutions sur la période 1995-2010, on observe une augmentation quasi-constante du taux de dépenses du poste logement-eau-électricité-gaz entre 1995 et 2010, ce taux passant de 20,7% à 23,6% dans l'UE à 27 et de 20,7% à 20,3% dans la zone euro, soit près de 3 points de plus pour l'UE à 27 en 16 ans, le rattrapage de l'Espagne étant particulièrement rapide de 14,4% en 1995 à 20,2% en 2010. Le Royaume-Uni pour lequel ce taux était bas en début de période connaît également une augmentation élevée de 18,5% à 23,9%, tandis qu'il passe pour la France de 23,2% à 25,5% et l'Allemagne de 22,5% à 24,6%.

C'est aussi le cas du taux de dépenses des communications, autre composante des dépenses contraintes, l'augmentation étant particulièrement élevée pour les ménages néerlandais de 2,2% à 4,0% sur la période 1995-2010.

A l'inverse, le taux de dépenses d'alimentation tend à diminuer sur la période, pour l'ensemble des ménages des pays européens considérés.

évolution des taux de dépenses d'alimentation et de dépenses contraintes dans l'UE



Source : Eurostat, base de données, avril 2012, et DGCCRF, mai 2012

Le bureau 1B de la veille économique et des prix de la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) conçoit et met en place des outils visant à améliorer la transparence économique sur les circuits de production et de commercialisation des biens et services, afin de permettre d'effectuer dans ce domaine des analyses fondées sur des éléments objectifs et partagés. Il intervient notamment dans le domaine des analyses de prix, ainsi que dans l'observation des mécanismes de formation des prix et des marges, en liaison avec les autres observatoires compétents dans ces domaines. Il conduit des études économiques au profit de la direction générale. Il est chargé des fonctions de documentation et de veille économiques internes à la direction générale. Il assure l'exploitation statistique du baromètre des réclamations des consommateurs.